

# Florence Jany-Catrice et André Orléan : « L'économie mainstream abuse de sa position dominante »

 [alternatives-economiques.fr/florence-jany-catrice-andre-orlean-leconomie-mainstream-abuse-de-s/00095192](https://alternatives-economiques.fr/florence-jany-catrice-andre-orlean-leconomie-mainstream-abuse-de-s/00095192)



En sciences économiques, il faut parler d'hétérodoxies au pluriel. En effet, ce sont plusieurs écoles de pensée qui sont rejetées par le mainstream et ses revues. © Larosoire

2

Entretien

16/01/2021

Florence Jany-Catrice Professeure d'économie à l'université de Lille, chercheuse au Clersé et auteure de « L'indice des prix à la consommation » (La Découverte, 2019)

André Orléan Directeur de recherche au CNRS, président de l'Association française d'économie politique (AFEP)

Dans toutes les sciences, il y a un courant dominant et des contestataires. Mais en France, en économie, la prédominance d'une seule façon de voir les choses porte atteinte à la qualité du débat démocratique. Les hétérodoxes se battent depuis dix ans pour faire reconnaître leur droit à exister institutionnellement par la création d'une nouvelle voie de sélection scientifique et pluraliste des professeurs d'université. En vain.



D'une seule voix, Florence Jany-Catrice et André Orléan, présidente et ancien président de l'Association française d'économie politique (Afep), reviennent sur les lignes de faille avec les économistes mainstream, la force intellectuelle de l'hétérodoxie et la nécessité d'une action politique si l'on veut préserver dans notre pays la possibilité de penser l'économie dans la pluralité des idées.



### **Vous vous positionnez en opposition à « l'économie dominante » ou « orthodoxe ». De quoi s'agit-il ?**

Cela tient à la structuration très spécifique du champ de l'économie qui émerge à partir des années 1980. Jusque-là, l'économie ressemblait à ce que sont toujours les sciences sociales, une pluralité d'approches en concurrence sans qu'aucune puisse prétendre à l'hégémonie. Il suffit d'ouvrir un livre consacré à l'histoire de la pensée économique pour s'en rendre compte. En témoigne par exemple la richesse des débats auxquels a donné lieu la révolution keynésienne, que ce soit à propos de la nature de la crise, du chômage ou des moyens d'en sortir.

Dans les années 1980, cette configuration pluraliste s'effondre : le cadre théorique qu'on nomme « néoclassique » devient hégémonique, y compris en intégrant certains éléments de la pensée keynésienne. Cette transformation ne passe pas inaperçue et on voit, en 1992, 44 économistes prestigieux, dont quatre prix de la Banque de Suède, publier dans la non moins prestigieuse *American Economic Review* un « Plaidoyer pour une économie pluraliste et rigoureuse », s'inquiétant de la menace de monopole intellectuel qui pèse désormais sur la science économique :

« Les économistes se font les avocats de la libre concurrence, mais ne la mettent pas en pratique sur le marché des idées. Nous lançons donc un appel pour un nouvel esprit de pluralisme en économie, qui laisse place à des discussions critiques et des échanges tolérants entre différentes approches. »

C'est peu dire qu'ils ne furent pas entendus ! Il s'est constitué, autour de la théorie néoclassique, une orthodoxie qui a rejeté dans la marginalité d'importantes traditions de pensée pourtant jadis parties intégrantes des institutions de recherche. Ce mouvement de monopolisation n'a fait que se renforcer au cours des dernières années. Il est sans équivalent dans les autres sciences sociales.

### **Pouvez-vous définir le contenu de cette orthodoxie ?**

Pour tenter de spécifier la pensée néoclassique, il convient de revenir à ses origines, ce qu'on nomme la « révolution marginaliste », dont elle a conservé les catégories fondamentales, à savoir la primauté accordée à l'individu et au marché : l'individu cherchant à maximiser son bien-être et le marché comme ce par quoi les désirs individuels sont rendus compatibles. Le concept d'équilibre général proposé par Léon Walras s'en déduit. En effet, c'est l'outil conceptuel qui permet d'interroger la capacité du marché à coordonner ou non toutes les actions individuelles.

« L'individu, le marché et l'équilibre constituent le camp de base de l'économiemainstream »

En résumé, l'individu, le marché et l'équilibre constituent le camp de base du courant majoritaire, en anglais le *mainstream*. Il a pu s'en éloigner grandement, par exemple aujourd'hui à l'occasion de son tournant expérimental, mais sans jamais rompre avec lui, car il lui fournit les éléments essentiels de sa compréhension du monde.

### **En quoi ce mainstream pose-t-il problème à vos yeux ?**

Qu'il existe un courant majoritaire ne nous gêne en rien. C'est même dans l'ordre des choses. Ce qui pose problème, c'est l'abus de position dominante. Dans le cas de la discipline économique, cela se traduit par la production de normes académiques apparemment neutres et impartiales mais qui, dans les faits, bloquent la carrière et à terme l'existence même des économistes hétérodoxes.

Un seul exemple. Aujourd'hui, en France, on évalue un chercheur en économie à partir de ses articles publiés dans les revues scientifiques, non pas en lisant ces articles, mais à partir du rang attribué à la revue dans laquelle l'article a été publié ! Autrement dit, on commence par hiérarchiser les revues et la valeur d'un article se déduit mécaniquement de la valeur de la revue.

Bien entendu, c'est là une méthode stupide pour la simple raison qu'on trouve des mauvais articles dans de bonnes revues et de bons articles dans des mauvaises ! C'est pourtant ainsi que la profession procède, en faisant valoir qu'il n'est pas possible de lire et de comprendre tous les articles de tous les chercheurs. Cela rappelle fortement la stratégie consistant à chercher sa clef sous le lampadaire<sup>1</sup>.

En raison de cette pratique extravagante, pour ce qui est des postes les plus importants, il est exigé d'avoir un article dans ce qu'on nomme le « *top five* », les cinq revues les mieux classées. Personne ne sera étonné d'apprendre qu'aucune de ces revues n'accepterait un article hétérodoxe.

## **Qu'apportent de si essentiel les différentes formes d'hétérodoxies qu'il faille s'y intéresser pour comprendre l'économie d'aujourd'hui ?**

D'abord, soulignons que vous avez raison d'utiliser hétérodoxies au pluriel. En effet, ce sont plusieurs écoles de pensée qui sont rejetées par le *mainstream* et ses revues.

Il y a au moins deux aspects sur lesquels l'approche institutionnaliste est absolument essentielle pour comprendre l'économie aujourd'hui. D'abord, elle ne réduit pas les acteurs à une forme univoque et réductrice de rationalité, mais elle part de l'idée qu'existe une pluralité de rationalités : un consommateur n'est pas un salarié qui n'est pas un investisseur.

Selon cette perspective, il ne faut pas chercher la compréhension des comportements individuels dans la psychologie des individus, comme a trop tendance à le faire l'économie expérimentale moderne, mais dans l'analyse précise des rapports sociaux dans lesquels les individus sont pris.

« La pensée institutionnaliste considère que les faits économiques sont des faits sociaux : l'économie est enchâssée dans le social et le politique avec lesquels elle interagit en permanence »

La pensée institutionnaliste considère par ailleurs que les faits économiques sont des faits sociaux : l'économie est enchâssée dans le social et le politique avec lesquels elle interagit en permanence.

Pensons à la monnaie. Au fondement de l'adhésion d'une population à une monnaie, il y a bien plus que du calcul économique, il y a l'adhésion à un projet politico-social. C'est ainsi que la création du « nouveau franc » va de pair avec la consolidation du régime gaulliste en 1958 : l'acceptation de celui-ci est une conséquence de l'adhésion à celui-là. Cela est vrai de toutes les grandes mutations monétaires. Considérer la monnaie comme un instrument facilitant les échanges à la manière du *mainstream* ne permet pas de comprendre cette réalité, pourtant essentielle.

Si on se tourne vers la théorie post-keynésienne comme régulationniste, une de ses grandes performances est d'avoir alerté sur la fausseté de la théorie de l'efficience financière, pourtant ultra-dominante jusqu'à la crise de 2008.

Alors que le *mainstream* dans sa totalité a cru que la libéralisation des marchés financiers allait conduire à une plus grande stabilité financière, les théoriciens hétérodoxes, s'appuyant sur l'analyse de Keynes et de Minsky, ont montré dès les années 1990, qu'il n'en était rien dans la mesure où la spéculation financière est fondamentalement déstabilisante.

**L'économie dominante est capable d'évoluer, on y trouve aujourd'hui des arguments pour ou contre l'austérité, pour dénoncer les inégalités, pour célébrer ou contrôler la mondialisation ou les paradis fiscaux, etc. Bref, sur beaucoup de sujets, il existe déjà de quoi nourrir un débat démocratique. N'est-ce pas l'essentiel ?**

En effet, et c'est très bien ainsi. Mais ceci ne clôt pas la discussion car, à nos yeux, la théorie dominante reste contrainte par les limites du cadre théorique à partir duquel elle pense les transformations.

Prenons un autre exemple. Lorsque l'économie orthodoxe intègre la question environnementale dans ses modèles de décision, elle le fait souvent à partir d'une monétisation des dégâts écologiques. Elle prend alors le parti de la soutenabilité faible, c'est-à-dire d'une possibilité de substitution entre différents capitaux : comme si un supplément de croissance (valorisant le capital économique) permettait de compenser les dégradations environnementales actuelles ou à venir.

En raisonnant de la sorte, les résultats des sciences environnementales, qui insistent sur les irréversibilités liées au changement climatique ou à la perte de la biodiversité par exemple, sont largement ignorés. Les prendre au sérieux rend fragile un simple modèle de retour à la croissance.

### **On constate en France une franche opposition entre orthodoxes et hétérodoxes. Pourquoi ne dialoguez-vous pas plus entre vous ?**

Le dialogue est difficile pour plusieurs raisons. La première, et la plus fondamentale, tient au fait qu'à tort ou à raison, les orthodoxes considèrent que les hétérodoxes sont de mauvais économistes, voire qu'ils ne sont pas des économistes du tout. Evidemment, il existe des exceptions à ce mépris mais la situation générale est bien celle-là.

Nous ne prendrons qu'un seul exemple : Michel Aglietta, grand économiste hétérodoxe. C'est certainement un des meilleurs économistes français comme en témoignent son appartenance au Haut Conseil des finances publiques ou sa présence comme expert auprès de la Banque de France et d'autres organes économiques comme le Cépii. Or, à notre connaissance, si on considère les institutions de recherche qui structurent aujourd'hui le paysage français, comme la Toulouse School of Economics (TSE) ou la Paris School of Economics (PSE), jamais il n'y a été invité pour présenter son point de vue !

« Les critiques que les courants hétérodoxes adressent au *mainstream* prennent appui sur des auteurs et analyses largement méconnus du courant orthodoxe »

Seconde raison : les critiques que les courants hétérodoxes adressent au *mainstream* prennent appui sur des auteurs et des analyses qui sont largement méconnus du courant orthodoxe. Il s'ensuit un important déficit de références communes qui rend difficile l'intercompréhension. C'est comme deux continents qui progressivement s'éloignent l'un de l'autre, chacun avec ses propres traditions.

Enfin, troisième raison, la dissymétrie des conditions matérielles. Il ne doit plus exister aujourd'hui qu'une poignée de laboratoires hétérodoxes et aucun parmi les très grands laboratoires qui structurent la recherche française. Pour le dire simplement, les courants hétérodoxes ne comptent pas institutionnellement parlant.

Le rapport de force est si défavorable qu'il permet au *mainstream* de n'avoir pas à se soucier de nous, d'aucune manière.

**Vous avez été tous les deux au Conseil national des universités (CNU) qui qualifie les candidats aptes à postuler ensuite aux postes de chercheur-enseignant. Quelle expérience en retirez-vous ?**

Le fonctionnement de la section 05 en économie est le fruit de plusieurs décennies de dysfonctionnement lié à l'existence, héritée de l'histoire, d'une « agrégation du supérieur » jusqu'au début des années 2010.

La plupart des nouveaux professeurs étaient alors principalement sélectionnés par cette voie de recrutement. Le président nommé décidant lui-même de la composition de son jury, l'homophilie a été la norme pendant plusieurs décennies, des jurys successifs ayant recruté de manière quasi-exclusive des économistes orthodoxes.

Ces cooptations ont provoqué un déséquilibre structurel et irréversible parmi les professeurs, en réduisant le nombre d'hétérodoxes à peau de chagrin.

Aujourd'hui ce n'est plus l'agrégation mais le CNU, dans sa section économie, qui est le maillon essentiel. Nous y avons siégé pendant une mandature (2015-2019) et avons fait l'expérience, douloureuse, qu'orthodoxes et hétérodoxes sont totalement irréconciliables. Les deux communautés sont devenues étanches l'une de l'autre, à quelques exceptions près.

Les collègues au CNU sont convaincus avant même de s'être penchés sur les dossiers : ils ne discutent jamais ni des thèses des auteurs ni de la possibilité de cadres théoriques pluriels, ni des conséquences socio-économiques voire éthiques des travaux menés. Il n'y a pas de vrais débats mais principalement des rapports de force. C'est la publication dans les revues du *mainstream* qui fait loi.

Si cela a été douloureux pour nous, cela l'est bien plus encore pour des candidats sérieux et brillants qui se sont vus (et continuent de se voir) recalés – et ne peuvent devenir professeurs.

**Qu'apporterait une nouvelle section ?**

Comme l'Afep n'a eu de cesse de le répéter depuis une décennie, la création d'une nouvelle section n'est pas la meilleure solution, elle est la seule. Elle est la seule pour éviter l'hémorragie de collègues qui, épuisés par ces batailles, préfèrent parfois jouer de l'*exit*, et être hébergés par d'autres disciplines pour pouvoir mener à bien leur recherche, prenant le risque de laisser le champ libre à une expertise économique non contradictoire.

Elle est la seule pour redresser les inégalités criantes dont nous faisons les frais, y compris le manque de ressources pour avancer sereinement dans nos recherches, car ce que nous décrivons de la section 05 est une norme pratique qui se diffuse aussi dans les jurys d'appels d'offres pour l'obtention de moyens.

Elle est la seule pour permettre de renouer avec les conditions du pluralisme dans l'académisme comme dans le débat public.

**Cela fait dix ans que vous vous battez pour l'obtenir, sans succès. On ne voit aucun signe qui pourrait laisser penser que la situation va changer. Que faire en attendant ?**

Il faut commencer par rappeler que nous avons été très proches d'obtenir cette nouvelle section. Les économistes hétérodoxes avaient reçu le soutien d'une partie de la profession en sciences sociales, et de figures intellectuelles étrangères majeures.

Les pouvoirs publics également, sans trancher une querelle proprement scientifique qui échappait à leur périmètre, étaient sensibles à l'argument politique : il n'est pas bon qu'en démocratie, le pluralisme des points de vue économiques disparaisse. Le coût de l'opération avait été évalué : il était nul. En conséquence, un décret avait été signé par la ministre pour que soit créée une nouvelle section économique.

Il a suffi d'un courrier de Jean Tirole, alors nouvellement promu par un prix de la Banque de Suède, pour disqualifier la légitimité de nos demandes, n'hésitant pas à considérer l'ouverture d'une nouvelle section comme une manière de promouvoir « *le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme* ».

En réalité, le blocage final est venu de l'Élysée car tous les ministres ou secrétaires d'État à l'enseignement supérieur que nous avons rencontrés étaient favorables à un changement qui n'avait rien de révolutionnaire. Aujourd'hui, il en va tout autrement. Les interlocuteurs que nous avons rencontrés sont, par leur culture, totalement étrangers à ces problématiques.

Il s'ensuit une situation institutionnellement très difficile. Seule la présence de l'Afep permet aux hétérodoxes de garder espoir. Notre association continue à faire valoir que l'évaluation des chercheurs par les revues dans lesquels leurs articles sont publiés n'est pas une méthode satisfaisante ; que la hiérarchisation des revues doit être abandonnée et que le fonctionnement actuel de la section 05 du CNU doit être révisé.

Sur le fond des idées, nous dirions que la bataille reste très ouverte. Il existe toujours – et peut-être en plus grand nombre – des étudiants qui ont du goût pour les débats proprement conceptuels, qui sont en demande de corpus alternatifs rigoureux. De ce point de vue, l'hétérodoxie est bien vivante. D'ailleurs ne voit-on pas le *mainstream* reprendre certaines des thèses les plus classiquement hétérodoxes comme l'exigence de transdisciplinarité, la critique de l'*homo œconomicus*, le goût pour l'histoire ?

De même les thèses institutionnalistes sur la nature de la monnaie, du salariat, de la crise structurelle, de l'instabilité financière sont très présentes dans le débat public.

L'avenir est à nous... si on nous laisse vivre.

1. Le 4 décembre 2020, la section économie et gestion du CNRS a toutefois annoncé qu'elle abandonnait « *à toute forme de classement des revues* » dans son domaine.